

Israël poursuit le génocide à Gaza

Les diplomates des États impérialistes (États-Unis, Allemagne, France, Chine, Russie...) multiplient les contacts avec le gouvernement provisoire du HTC de Syrie. Officiellement, ils sont tous soucieux des droits des Syriens.

Jean-Noël Barrot et son homologue allemande Annalena Baerbock se sont entretenus ce jour avec Ahmad Al-Charaa, le chef des autorités syriennes de facto. Les Ministres ont réaffirmé le souhait d'une transition pacifique et exigeante, représentative de la société syrienne dans sa diversité. (France diplomatie, 3 janvier)

Ils n'ont protesté que du bout des lèvres contre les 300 bombardements en Syrie de l'armée israélienne en décembre et contre l'occupation d'une partie du territoire de la Syrie, au mépris du droit international.

En outre, Israël a bombardé le 3 janvier le sud du Liban. Les gouvernements occidentaux semblent encore moins inquiets du sort de la minorité arabe d'Israël, des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza

L'armée israélienne continue à attaquer les camps de réfugiés et les villes de Cisjordanie dont Kaliliya, Faqu'a, Naplouse, Tulkarem... Les supplétifs de l'Autorité palestinienne l'ont aidée du 16 au 22 décembre à Jénine. Au total, 736 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023.

Les bombardements israéliens aériens, terrestres et maritimes frappent toute la bande de Gaza, faisant de nouvelles victimes civiles, de nouveaux déplacements et poursuivant la destruction de l'infrastructure civile. De fortes pluies et le froid détériorent les conditions de survie des familles déplacées, les tentes étant inondées et endommagées, au moins huit nouveau-nés sont morts d'hypothermie.

Au nord, l'armée israélienne a resserré sa mainmise à Beit Lahiya, Beit Hanoun et à Jabalya. Le 27 décembre, l'armée israélienne a attaqué l'hôpital Kamal-Awan de Gaza, le rendant inutilisable. Son directeur est, depuis, détenu et probablement torturé, comme la plupart des prisonniers.

Au cours de cette intervention, Hussam Abu Safiya et plusieurs membres du personnel médical ont été arrêtés. Munir Al-Bursh, directeur général du ministère de la santé à Gaza, a rapporté que le médecin avait été violemment frappé par les forces israéliennes, contraint à se déshabiller et à porter des vêtements de détenu. (Le Monde, 3 janvier)

76 camions humanitaires par jour sont admis dans la bande de Gaza, alors qu'il en fallait 500 quand les besoins étaient moins élevés, avant l'invasion. L'armée israélienne empêche toute protection des convois par les autorités gazaouies et tolère au contraire les bandes de pillards.

Israël veut interdire l'activité de l'agence de l'ONU qui aide les réfugiés (UNWRA). Depuis le 7 octobre 2023, 263 salariés de l'UNWRA ont été tués.

L'armée sioniste interdit l'entrée des journalistes étrangers et a assassiné au moins 162 journalistes locaux dont Omar Al-Derawi le 3 janvier.

L'état-major israélien conseille aux soldats de ne pas publier sur les réseaux sociaux les images des tortures qu'ils infligent. L'État français, qui poursuit en justice plusieurs militants ouvriers qui défendent les Palestiniens, empêche toute procédure contre les bourreaux qui viennent se reposer en France.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, la France... continuent à livrer des armes à Israël.

L'administration américaine a annoncé, samedi 4 janvier, une vente d'armes à Israël estimée à 8 milliards de dollars, l'équivalent de 7,7 milliards d'euros. (Le Monde, 5 janvier)

Cessez le feu immédiat et sans condition ! Retrait des troupes sionistes de la bande de Gaza, de Cisjordanie et de Syrie ! Libération des 10 000 otages palestiniens prisonniers d'Israël ! Droit au retour des réfugiés !

Dans l'État français, la première tâche de solidarité envers les Palestiniens est d'empêcher l'envoi d'armements français et d'interrompre toute

collaboration militaire avec Israël. C'est ce qu'ont tenté de faire les militants des tendances intersyndicales Émancipation et Pour un syndicalisme de combat qui ont déposé la motion suivante au congrès départemental de la FSU du Var.

Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie et l'arrêt des bombardements sur Gaza... Inconditionnellement du côté du peuple palestinien, peuple opprimé... C'est au mouvement ouvrier qu'il revient d'organiser le boycott de toute production et livraison d'armes destinées à Israël, comme l'ont appelé de leur vœu, le 16 octobre 2023, des dizaines de syndicats palestiniens. (12 décembre)

Bien qu'approuvée par 20 pour (10 contre, 12 abstentions), la motion a été rejetée selon la règle antidémocratique de 75 % fixée par les tendances U&A et EE qui dirigent conjointement la FSU.

Partout, front unique des syndicats et partis qui se réclament des travailleurs :

Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons d'armes à Israël ! À bas Macron-Bayrou-Retailleau, non à Le Pen-Bardella-Ciotti ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Annulation de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération immédiate de Georges Abdallah ! Libre entrée des réfugiés de Gaza !

10 janvier 2025

